



CONFERENCE

Séminaire Sciences & Diplomatie

Par Philippe Coste, ancien Ambassadeur

- **Le mercredi 21 janvier 2026, à l'initiative de Michel Mortier, Directeur de recherche au CNRS, Directeur général de la Fondation CNRS, administrateur et membre du bureau de la FPI, la Fondation Prospective & Innovation a organisé un séminaire restreint sur les Sciences & la Diplomatie.**
- **Les discussions de haut-niveau ont porté sur la nécessité de replacer la science au cœur des décisions politiques et diplomatiques, l'urgence de renforcer le soutien à la recherche en France, ainsi que la difficulté de concilier ouverture internationale et protection d'intérêts nationaux dans le champ scientifique.**
- **Ce séminaire s'inscrit dans une réflexion de long terme sur les liens entre science, puissance et diplomatie, à l'heure où les savoirs scientifiques sont devenus un facteur déterminant de souveraineté, de sécurité et de compétitivité internationale.**

Entre autres choses, l'explosion de l'intelligence artificielle est le dernier exemple en date qui montre à quel point la **science gouverne nos sociétés et contribue à en déterminer le cours**. On pourrait faire la même observation à propos du climat ou de la pandémie de covid 19. La Fondation Prospective & Innovation se devait de **reconnaître cette importance**. Présidé par **Jean-Pierre Raffarin**, ancien Premier ministre, Président de la FPI, et **Jean-François Copé**, ancien Ministre, Maire de Meaux, Président délégué de la FPI, et à l'initiative de **Michel Mortier**, Directeur de recherche au CNRS, Directeur général de la Fondation CNRS, administrateur et membre du bureau de la FPI, un séminaire a été organisé le 21 janvier 2026 sur le thème « **Sciences et Diplomatie** », qui devrait préparer la tenue d'un colloque de plus grande envergure au printemps prochain sur le même sujet.

Le séminaire a mis en évidence un certain nombre de réalités et de préoccupations qui, si elles sont confirmées lors du colloque, devraient faire l'objet de recommandations en vue des prochaines échéances électorales françaises.

Les idées exprimées à l'occasion du séminaire peuvent être regroupées en quatre rubriques : **l'impact des tensions géopolitiques sur le secteur, l'importance de la France comme grande puissance scientifique dans le monde, l'érosion préoccupante, néanmoins, de cette place éminente, liée à la persistance de nos travers et enfin, la nécessité, pour nos politiques, de prendre à bras le corps le**

sujet de la science. Elles sont brièvement développées ci-après et sur cette base, une conclusion opérationnelle est proposée en vue du colloque du printemps prochain.

L'impact des tensions géopolitiques

La science et la diplomatie s'épaulent mutuellement. Le réseau de nos ambassades, le troisième du monde, aide au rayonnement de la science en facilitant la conclusion d'accords de coopération. Inversement, la science peut permettre de maintenir des liens entre deux pays dont les relations politiques sont très détériorées. Mais surtout, elle inspire la diplomatie et les institutions internationales et joue un rôle d'alerte comme on l'a vu en matière de climat ou d'océanographie. La science a même conduit la Cour Internationale de Justice à considérer que la réduction des gaz à effet de serre était une obligation des Etats.

Au plan international, **le paysage scientifique est resté longtemps très stable, dominé en fait par les pays du G7 où se concentrait l'essentiel de la production scientifique.** Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Quelques pays émergents, jadis peu actifs sur le sujet, ont pris rang dans les dernières décennies parmi les grandes puissances scientifiques. C'est notamment le cas de la Chine mais aussi de l'Inde, devenues récemment les deuxième et troisième puissances scientifiques mondiales, mais c'est aussi le cas de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud ou du Brésil. La hiérarchie traditionnelle s'en trouve bouleversée. La France en particulier est passée en 25 ans du 5ème au 10ème rang mondial.

L'invasion de l'Ukraine a aussi perturbé le secteur en coupant les chercheurs russes de la coopération internationale à un moment où Vladimir Poutine réduisait au minimum la liberté d'expression au point de pratiquement saborder l'outil scientifique extraordinaire, l'équivalent du CNRS, qu'était l'Académie des Sciences de son pays.

Enfin et surtout, la **réélection de Donald Trump a porté un grand coup à la première puissance scientifique mondiale et à son rayonnement international.** Le 47ème Président a réduit drastiquement le financement de nombreux centres de recherche (hors défense et énergie), il a porté atteinte à l'activité des universités, il a rendu beaucoup plus difficile l'entrée aux Etats-Unis des chercheurs étrangers alors même que la contribution de ceux-ci à la recherche américaine est considérable et sans doute essentielle, il a attaqué diverses vérités scientifiques comme la réalité du dérèglement climatique ou l'importance de la vaccination. Le tort ainsi fait ne s'est pas limité à la science américaine. Dans certains domaines de recherche, par exemple en **océanographie, la contribution financière des Etats-Unis, maintenant interrompue, représentait jusqu'à la moitié des financements globaux concernés.** Et au-delà des financements, c'est la perte d'un patrimoine de données qui est inquiétante pour l'ensemble de la communauté.

Plus généralement, **la montée des populismes a heurté la science de plein fouet.** La contestation des élites s'étend bien évidemment aux chercheurs. La diffusion de « vérités alternatives » ou la désinformation sème le trouble et menace les fondements de la méthode scientifique. Dans certains Etats comme les Etats-Unis ou l'Argentine, la science est devenue une cible. Avec des coalitions de pétro-Etats, ils bloquent la conclusion de divers accords internationaux, marginalisant l'expertise scientifique et faisant progresser l'obscurantisme au niveau mondial.

Face à cette dérive, **il est urgent de nouer des alliances avec les pays – du Nord et du Sud – qui la refusent.** Notons à cet égard que la Chine, pays autoritaire, ne se laisse pas entraîner par ce populisme. Consciente des enjeux de pouvoir qui sont en cause, elle mise sur la recherche comme levier de développement économique et considère que les dépenses de R&D, notamment en recherche fondamentale et dans les sciences « dures », comme un investissement stratégique.

La France, grande nation scientifique

La France est réputée comme un pays de grande culture mais pas assez comme un grand pays scientifique, ce qu'elle est pourtant. L'excellence française en mathématique est mondialement reconnue : voir le nombre de nos médailles Field (13 contre 15 pour les Etats-Unis). De même en matière de sciences « dure » comme en témoigne le nombre de nos prix Nobel en physique (19), chimie (11), physiologie et médecine (13) ainsi d'ailleurs qu'en matière de science économique (4).

La grande force de la recherche française repose sur sa **crédibilité**, laquelle tient à l'indépendance de ses chercheurs et assure sa large ouverture à l'international. A côté du CNRS, vaisseau amiral de la recherche française, longtemps le premier centre de recherche mondial, se presse un nombre impressionnant d'institutions depuis la plus ancienne, le Collège de France, jusqu'à la myriade de ses émules apparue au cours des siècles : les universités comme l'Université Paris-Saclay, l'Ecole Normale Supérieure, l'Ecole Polytechnique, l'Institut Pasteur, l'IRD, le CIRAD et tant d'autres, sans parler des laboratoires de recherche des grandes entreprises privées. Toutes ces institutions rayonnent largement dans le monde. Ainsi, le CNRS entretient 11 bureaux de représentation à l'étranger, 7 Centres internationaux de recherche, 80 laboratoires à l'étranger partout dans le monde et plus de 600 projets de coopération. Par ailleurs, les chercheurs étrangers représentent 19 % des 10 800 chercheurs du CNRS, et plus de 30 % des recrutements actuels sur postes permanents concernent des candidats internationaux. L'Institut Pasteur dispose également d'un vaste réseau d'implantations à travers le monde et accueille également, parmi les meilleurs talents, un grand nombre d'étudiants et de chercheurs étrangers, représentant près de 100 nationalités parmi les doctorants et post-doctorants.

D'une manière générale, **la circulation des idées et des talents, au-delà des frontières, est un accélérateur démontré de l'avancement des connaissances.** On pourrait d'ailleurs tirer davantage parti de l'importance et de la diversité de nos possessions d'outre-mer pour développer nos coopérations internationales. De même devrions nous envoyer davantage de chercheurs en Chine ou en Inde pour y enrichir leur formation.

Il faut attirer les talents et si possible choisir les meilleurs mais il faut aussi les faire circuler de façon à constituer des réseaux d'influence à long terme. Sur ce point, la France est attractive mais moins que le Royaume Uni ou l'Allemagne. A Londres, le Francis Crick Institute ne cherche pas à garder les talents mais à les remettre dans le circuit ce qui est aussi une façon de les fidéliser. Il faut, nous aussi, organiser cette circulation des talents et organiser un environnement désirable pour les chercheurs au niveau mondial. La France est évidemment moins attractive que les Etats-Unis (du moins jusqu'à récemment) dont la grande force tient au fait que, là-bas, les universités ou centres de recherche donnent aux chercheurs les moyens matériels, pour ne pas écrire financier, de monter leur laboratoire comme ils l'entendent.

La contrepartie de l'attractivité, c'est l'exposition au risque de captation indue de savoirs. Ainsi, les données épidémiologiques de l'Institut Pasteur, qui couvrent le monde entier sur 140 ans, fait l'objet d'une convoitise constante et d'un véritable harcèlement, notamment de la part des Etats-Unis. **Le danger est d'autant plus grand que toutes les données sont aujourd'hui numérisées et que le cloud est essentiellement aux mains d'entreprises américaines.** A l'heure de l'intelligence artificielle générative, il n'en est que plus important de protéger ces données et l'usage de ces données, le problème étant que les chercheurs sont difficiles à convaincre de la nécessité de se protéger.

L'érosion de la position française

Néanmoins, **la place de la France dans la science mondiale est en érosion constante.** En témoigne, on l'a vu, la montée en puissance spectaculaire des pays émergents qui investissent massivement dans la recherche, déposent quantité de brevets et multiplient les publications et des publications de qualité croissante, tout cela alors que notre propre effort stagne. Les moyens financiers de l'Etat au service de l'enseignement supérieur et de la recherche se développent par à-coups avec des périodes d'impulsion

forte qui restent sans suite. L'Agence Nationale de la Recherche avec son budget en accordéon en est une illustration emblématique : malgré les résultats importants qu'elle a connus, on est en train de lui retirer une partie importante de ses moyens. Nous sommes également très faibles en matière de contribution du mécénat à la recherche scientifique. Le mécénat s'intéresse essentiellement au social, à l'art, à la culture mais très peu à la science. Au total, **l'effort français de recherche (public et privé) tourne autour de 2,2% du PIB depuis deux ou trois décennies et pourrait encore baisser à 2,18% en 2026**. En Europe, nous sommes derrière la Belgique, la Suède, le Danemark, le Royaume Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas. Si l'effort public français est corrigé de la contribution d'équilibre au régime des retraites, il atteint d'ailleurs à peine 0,59% du PIB, au 16ème rang européen.

Les conséquences en sont multiformes. Par exemple la faiblesse de la rémunération des chercheurs qui, jointe à la frilosité du capital-risque, encourage la **fuite des cerveaux en particulier aux Etats-Unis**. Le manque de moyens entretient l'aversion au risque : par contraste, la DARPA américaine, généreusement abondée, fonctionne avec 90% de pertes assumées. Il se répercute également, ce manque de moyens, sur les lacunes de l'enseignement supérieur et, plus généralement, sur celles de l'Education Nationale elle-même, tant il est vrai que l'esprit scientifique repose aussi sur l'esprit critique qu'est supposé développer l'enseignement général au lycée et que la familiarisation avec la science s'apprend dès l'école primaire

Au chapitre de nos faiblesses, deux points sont souvent évoqués : la difficulté à transformer l'excellence française en recherche fondamentale en applications industrielles, faute de passerelles suffisantes entre le monde académique et le monde économique ; et la faible reconnaissance du doctorat dans les parcours professionnels.

S'agissant du passage à l'application, cette difficulté mérite toutefois d'être relativisée. Des organismes comme **le CNRS et le CEA figurent régulièrement parmi les meilleurs classements internationaux en matière d'innovation**. En 2025 et 2026, le CNRS confirme ainsi son rôle d'acteur-clé de l'innovation mondiale en apparaissant dans le palmarès *Top 100 Global Innovators* de Clarivate, aux côtés du CEA et de grands groupes industriels français tels que Safran, Michelin, Thales, Airbus ou Forvia. Les obstacles se situent surtout en aval, notamment dans le développement des start-up issues de la recherche, qui peinent à trouver en France des financements suffisants pour franchir les étapes de croissance et sont fréquemment rachetées par des fonds étrangers. Le transfert de technologie est également freiné par le manque d'entreprises, en particulier d'ETI, prêtes à assumer le risque lié à l'innovation.

La question de l'estime accordée aux titulaires d'un doctorat renvoie principalement à une absence de reconnaissance effective du doctorat dans la formation professionnelle et les carrières hors du monde académique. Cette lacune fait aujourd'hui l'objet de débats institutionnels, comme en témoigne la proposition de loi déposée au Sénat en novembre 2025 visant à mieux intégrer le doctorat dans les parcours professionnels.

A l'heure où la position économique et sécuritaire de la France et de l'Europe se détériore devant la montée des menaces extérieures venant de Russie, de Chine et des Etats-Unis, **le monde de la recherche est en train de vivre une révolution intellectuelle**. Les jeunes veulent se rendre utiles le plus rapidement possible, produire des innovations opérationnelles, y compris dans le domaine de la défense.

L'appui de l'Europe est important, faute d'être suffisant, pour combler la faiblesse du financement étatique français. Le Conseil européen de la recherche (ERC) est un succès. Entre autres réalisations, il a déjà accordé plus de 10 000 contrats à des chercheurs européens, avec des montants significatifs et sur le long terme (5 ans), ce que n'offre pas le système français. Si la France en est le second bénéficiaire derrière l'Allemagne, cette contribution ne profite qu'à un nombre restreint d'équipes de recherche. Le programme cadre (2021-2027) qu'il a établi offre l'avantage de donner la sécurité de la durée puisqu'il est arrêté sur 7 ans. Il est néanmoins financé chichement : 95 Mds en tout contre 88 Mds par an pour

Amazon. Il vient à renouvellement dans deux ans. Ce devrait être l'occasion d'un doublement de son enveloppe.

Les politiques et la science

En général, les politiques ne sont pas à l'aise avec la science, ne serait-ce que parce que peu d'entre eux ont reçu une formation scientifique. A la Haute Assemblée par exemple, c'est le cas d'une trentaine de sénateurs tout au plus sur un total de 348 et parmi ceux-ci, seuls 5 ont le grade de docteur. Les politiques n'aiment pas trop non plus la science parce que l'invoquer revient à leur imposer des contraintes. Autre source de malentendu, la temporalité du travail de recherche n'est pas du tout la même que celle de l'action politique : la décennie ici, l'année (au mieux) là. Surtout, il existe un fossé entre le monde scientifique et la population générale, l'opinion, c'est à dire les électeurs. Un fossé non pas en matière de vulgarisation – la question du climat, par exemple, est au contraire très largement débattue – mais un fossé qui concerne la politique scientifique elle-même, les priorités qu'elle doit se donner, les choix stratégiques qu'elle doit trancher. Cet aspect des choses est totalement ignoré du public.

Les décideurs publics ont du mal à prendre la mesure de l'importance de la science et en particulier, de réaliser à quel point elle est un attribut de puissance. En vérité, en tant qu'élément déterminant de la sécurité de la nation, **la science doit être considérée comme un sujet régalien.** Aussi bien, dans l'histoire, depuis la Mésopotamie jusqu'à nos jours, la science s'est toujours épanouie à l'ombre du pouvoir. La Chine en est parfaitement consciente.

Cette proximité entre science et pouvoir ne va pas sans risques, soit que le pouvoir impose sa loi au savoir comme on le voit avec Donald Trump, soit que le savoir règne sur le pouvoir et prétende que toute décision politique juste ne peut être inspirée que par la science, ce qui revient à abandonner la démocratie au profit d'une tyrannie technocratique. Entre les deux, la contribution essentielle de la science à la puissance tient à ce qu'elle est à la source de l'innovation, ce qui ne doit pas conduire à juger les dépenses de recherche en fonction de leur rentabilité immédiate mais à se concentrer sur l'amont, c'est à dire les laboratoires de recherche, l'université, l'éducation en général dans un esprit de désintéressement.

Si l'on veut retenir quelques points de ces échanges :

La France demeure une grande nation scientifique, dimension insuffisamment considérée par ses gouvernants, notamment dans la diplomatie. **La science française est sur une trajectoire de déclin relatif avéré,** ses compétiteurs misant davantage sur les sciences avec un soutien en constante progression quand l'effort national est inconstant, globalement stagnant, voire décroissant. La contribution européenne à la science française est positive mais constitue un apport à un système national qui devrait être fortement conforté durablement par l'Etat, les investissements des entreprises, et le renouveau du mécénat scientifique. Les valeurs de la science, ouverte et désintéressée, doivent être protégés dans un contexte international qui remet en cause ses bases et ses savoirs. C'est aussi un **enjeu démocratique majeur.** La culture scientifique nécessite une plus large diffusion, en particulier vers les décideurs politiques trop peu formés. L'avenir économique dépend largement des savoirs élaborés sur le long terme, à l'abri des fluctuations des agendas politiques. L'avenir du monde face aux défis environnementaux et sociaux ne saurait se penser sans l'aide puissante du progrès des savoirs.

Science et diplomatie sont de solides alliés d'hier et de demain !

Philippe COSTE
Ancien Ambassadeur

Annexe – Liste des participants

- **Sous l'impulsion et avec l'animation de Michel Mortier**, Directeur de recherche au CNRS, Directeur général de la Fondation CNRS, Administrateur de la Fondation Prospective & Innovation
- **Lidia Brito**, ancienne Ministre du Mozambique, Sous-Directrice générale pour les sciences exactes et naturelles de l'UNESCO
- **Agnès Buzyn**, ancienne Ministre, Présidente d'Evidences
- **Françoise Gaill**, Directrice de recherche émérite au CNRS
- **Jennifer Heurley**, Vice-Présidente Affaires Internationales et Coopération de l'Université PSL
- **Valérie Masson-Delmotte**, Directrice de recherche au CEA, paléoclimatologue, ancienne membre du GIEC
- **Valentin Berdah**, Conseiller d'Agnès Buzyn
- **Thierry Damerval**, Envoyé spécial pour la science, la technologie et l'innovation pour le MESRE et le MEAE
- **Philippe Étienne**, Ambassadeur de France
- **Léonard Laborie**, Chargé de recherche au CNRS
- **Alain Mermet**, Directeur de la Direction Europe & International du CNRS
- **El Mouhoub Mouhoud**, Président de l'Université PSL
- **David Ros**, Sénateur de l'Essonne
- **Yves Saint-Geours**, ancien Ambassadeur, Président de l'Institut Pasteur
- **Emmanuel Tuchscherer**, Directeur des affaires publiques de TotalEnergies
- **Jean-Joinville Vacher**, Directeur de recherche émérite UMR PALOC IRD – Muséum National d'Histoire Naturelle
- **Casimiro Vizzini**, Expert et responsable de projet de l'UNESCO
- **Frédéric Worms**, Directeur de l'Ecole normale supérieure

Fondation Prospective & Innovation

- **Jean-Pierre Raffarin**, ancien Premier ministre, Président de la Fondation Prospective & Innovation
- **Jean-François Copé**, ancien Ministre, Maire de Meaux, Président délégué de la Fondation Prospective & Innovation
- **Emmanuelle Pérès**, Directrice générale de la Fondation Prospective & Innovation
- **Olivier Cazenave**, Vice-Président délégué de la Fondation Prospective & Innovation
- **Philippe Coste**, ancien Ambassadeur
- **Elisa Lahay**, Secrétaire générale de la Fondation Prospective & Innovation
- **Bonnie Basei**, Chargée de mission auprès de la Directrice générale de la Fondation Prospective & Innovation